

79^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

Déclaration de

**Hon. Charlot SalwaiTabimasma, Premier Ministre de la République
de**

Vanuatu

27 Septembre 2024



Monsieur le Président,

Excellences, chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand honneur de m'adresser à cette éminente assemblée au nom du gouvernement et du peuple de la République de Vanuatu.

Monsieur le Président,

Je me joins aux orateurs précédents pour vous adresser mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de la 79^e session de l'Assemblée générale.

Vous pouvez compter sur le soutien et la coopération de ma délégation pour diriger les travaux de cet auguste assemblé.

Le Vanuatu se félicite du thème de cette soixante-dix-neuvième session « Ne laisser personne de côté : agir ensemble pour promouvoir la paix, le développement durable et la dignité humaine pour les générations présentes et futures », car il aborde les défis mondiaux de notre époque.

Situation de Vanuatu

Monsieur le Président,

79 ans après la création des Nations unies, nos efforts collectifs pour créer un monde meilleur pour les générations actuelles et futures sont tout simplement décevants. Il est alarmant de constater qu'après toutes ces années, nous continuons d'être en proie à de multiples crises mondiales qui sapent la promesse de la Charte des Nations unies et laissent tomber nos peuples, en particulier les plus vulnérables.

Le Vanuatu salue le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies, qui met en évidence le fait que nous sommes loin d'atteindre nos objectifs en matière d'ODD, d'où la nécessité d'accélérer les actions visant à intensifier la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable.

Nos manquements collectifs dans la lutte contre le changement climatique, le financement du développement international et la préservation de la paix mondiale continuent de nuire au développement des petits États insulaires en développement comme le Vanuatu.

Monsieur le Président,

Alors que les nations industrialisées continuent de faire progresser leurs économies, les petits États insulaires en développement continuent de subir de plein fouet le changement climatique qui affecte nos efforts et nos aspirations en matière de développement. Si la trajectoire actuelle des émissions de carbone se poursuit dangereusement, le Vanuatu n'a aucune chance de se maintenir à son statut récemment acquis d'État en développement. L'intensité et la fréquence croissantes des catastrophes climatiques menacent nos moyens de subsistance et effacent des années de progrès en matière de développement, laissant les plus vulnérables encore plus en retard. La fenêtre d'action réelle pour restaurer la santé de cette planète se referme rapidement sur nous tous. Le dernier rapport du GIEC dépeint un avenir désastreux pour notre planète et nos moyens de subsistance. Malgré ce rapport cinglant, la réponse mondiale à la menace du changement climatique reste insuffisante, ce qui compromet le développement durable et les efforts d'éradication de la pauvreté.

Le rapport nous avertit que nous risquons de franchir un seuil de température dangereux au cours des dix prochaines années. C'est pourquoi le Vanuatu a sollicité un avis consultatif de la Cour internationale de Justice afin d'obtenir des éclaircissements sur les obligations juridiques des États en matière de changement climatique, une initiative qui a suscité une attention mondiale sans précédent. Les 91 soumissions écrites d'États et d'organisations reçues par la Cour dans le cadre de cette procédure, qui est née de notre résolution consensuelle de l'année dernière, démontrent l'importance cruciale de la clarté juridique sur les obligations et la responsabilité des États en matière de climat. Ceci ne vise pas à blâmer ou à stigmatiser un pays en particulier – elle cherche à mettre en évidence les règles du droit international existantes et leurs implications pour toutes les nations, afin de créer une base solide pour une action climatique concrète et une justice climatique, fondée sur une responsabilité et une redevabilité partagée.

Je lance un appel à tous les États membres de l'ONU, en particulier aux autres nations vulnérables face au climat, à participer à ces audiences historiques qui commenceront le 2 décembre 2024.

Vos voix sont indispensables pour que la Cour comprenne pleinement les répercussions du changement climatique sur les populations les plus touchées, et pour que nous soyons unis dans notre engagement commun en faveur de la justice, des droits humains et d'un avenir plus durable.

Monsieur le Président,

[PMA et changement climatique]

L'économie du Vanuatu se portait bien lorsque nous avions le statut de Pays Moins Avancé(PMA). Après notre graduation, nos défis structurels et vulnérabilités sont restés, tandis que les coûts ne cessent d'augmenter. Nous réitérons la nécessité pour nos partenaires de développement de nous soutenir dans la suppression progressive et prévisible des aides spécifiques aux PMA.

Les petites économies insulaires continuent également de faire face à de multiples crises dans un contexte de resserrement des conditions financières et de hausse des coûts d'emprunt. Cela a accru les risques de surendettement et a réduit notre capacité à investir dans la reprise. Le Vanuatu se félicite des résultats du Sommet pour l'Avenir, qui appelle à des efforts mondiaux concertés pour réformer l'architecture économique et financière mondiale afin de la rendre adaptée aux défis de ce siècle.

Nous appelons à des réformes profondes des institutions de Bretton Woods pour restructurer le système monétaire et financier international, afin qu'il reflète mieux les réalités et les défis mondiaux en évolution, y compris la mise en place d'un mécanisme international de restructuration des dettes souveraines pour résoudre les crises d'endettement actuelles dans les pays en développement, en particulier ceux les plus vulnérables.

Le Vanuatu et d'autres petites économies insulaires luttent contre l'assaut des catastrophes d'origine climatique et, alors que nous continuons à essayer de renforcer la résilience et de nous adapter au changement climatique, nous reculons trop souvent. Le Vanuatu perd plus de la moitié de son PIB à chaque fois qu'un cyclone sévère frappe. Nous avons connu cinq cyclones violents au cours des trois dernières années. Le dernier rapport du Fonds d'adaptation estime que le déficit de financement de l'adaptation se situe entre 194 et 366 milliards de dollars par an.

En tant que pays en première ligne des catastrophes climatiques fréquentes et croissantes, Vanuatu appelle à un nouvel objectif de financement qui accélérera la transition vers l'abandon des énergies fossiles, renforcera la résilience et traitera de manière réaliste les pertes et dommages.

À la lumière de ces initiatives visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, le Vanuatu estime également qu'il est essentiel de prévenir les dommages les plus graves causés aux écosystèmes vitaux et régulateurs du climat de notre planète avant qu'ils ne se produisent. C'est pour cette raison que nous avons pris la décision formelle de proposer à la Cour pénale internationale un crime d'écocide indépendant. Nous remercions les délégations pour leur soutien actuel, en particulier Fidji et Samoa pour leur coparrainage de la proposition, et nous reconnaissons que cette initiative bénéficie d'un soutien large et croissant dans le monde entier.

Monsieur le Président,

[Relations avec les banques correspondantes]

Le Vanuatu et de nombreux États insulaires du Pacifique ont été confrontés à de multiples retraits de correspondants bancaires qui ont limité les flux financiers, notamment en retardant le transfert des fonds de développement internationaux et des fonds d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophe, et en décourageant les investissements du secteur privé. Et ce, malgré de réels efforts pour améliorer et appliquer les réglementations nationales en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Il est essentiel de préserver un accès ininterrompu aux services financiers internationaux pour accélérer les paiements transfrontaliers, y compris les envois de fonds et les recettes d'exportation.

Nous saluons les efforts déployés par la Banque mondiale ce mois-ci pour soutenir les pays des îles du Pacifique dans la gestion de cette problématique et d'autres enjeux.

Monsieur le Président,

[Le développement durable]

En 2019, le Vanuatu a présenté son premier examen national volontaire (ENV), mettant en évidence un message très positif de progrès malgré une vulnérabilité extrême aux catastrophes liées au climat. La présentation du deuxième examen national volontaire, cette année, au Forum politique de haut niveau, a mis en évidence des défis importants dans notre poursuite du développement durable.

Nous subissons des cyclones tropicaux de plus en plus fréquents et intenses, aggravés par les répercussions de la pandémie de Covid-19, sans qu'une issue claire soit en vue. La perspective de futures catastrophes reste toujours présente. Le gouvernement et le peuple du Vanuatu ont dû continuellement s'adapter et renforcer leurs mécanismes de résilience pour atténuer les effets de ces menaces et perturbations persistantes.

Monsieur le Président,

La réalisation des ODD n'est pas seulement une aspiration, mais une nécessité pour nous. Le sommet 2023 sur les ODD a vu l'adoption d'une déclaration politique forte et a lancé une nouvelle phase d'action accélérée pour réaliser les ODD d'ici 2030. En juillet de cette année, la convocation du Forum politique de haut niveau, une fois de plus, sert de plateforme pour le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 pour le développement durable, dans le but de galvaniser un véritable changement transformationnel pour atteindre les objectifs de développement durable.

Plus encore, la récente convocation du Sommet de l'avenir vise à rallier un soutien collectif afin de concrétiser plus rapidement et plus intelligemment l'Agenda 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris sur le changement climatique. J'espère que les réformes mises en avant dans le Pacte pour l'avenir permettront de rétablir la confiance dans le système multilatéral. Le Pacte pour l'avenir nécessite une forte volonté politique pour mener des actions transformatrices qui ouvriront la voie à un avenir plus radieux pour tous.

Monsieur le Président,

[Le financement du développement]

Le financement est le carburant du développement. Pourtant, le manque de financement est au cœur même de notre incapacité à réaliser de réels progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous restons en première ligne d'une urgence climatique qui non seulement menace notre développement durable global, mais qui, faute d'alternatives abordables, nous oblige à nous endetter à des niveaux insoutenables pour financer le redressement après une catastrophe naturelle.

L'architecture financière internationale doit donc être réformée pour répondre aux défis urgents d'aujourd'hui. Nos différents besoins doivent être intégrés dans le système économique et financier mondial afin qu'il soit plus inclusif, plus équitable et plus réactif pour tous. Il s'agit notamment de mettre en place un soutien et des solutions sur mesure qui facilitent également l'accès à des financements abordables et à long terme, tout en répondant à la diminution des relations bancaires correspondantes. De même, il est crucial de renforcer la représentation et la participation significative des petits États insulaires en développement (PEID) au sein des institutions économiques et financières mondiales.

Avec des contractions économiques persistantes et des niveaux d'endettement croissants, l'accès aux subventions et aux financements concessionnels est essentiel pour la reprise économique, le renforcement de la résilience et la prévention d'une aggravation du surendettement. Dans ce contexte, nous attendons avec impatience la mise en œuvre de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) afin d'améliorer la série d'outils actuellement utilisés pour guider la prise de décision sur les questions d'accès.

Nous appelons à un soutien collectif pour porter ces priorités de financement à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) en 2025, afin de garantir la démocratisation de la gouvernance économique mondiale, en reconnaissant le droit de chaque pays de participer aux prises de décision, et pas seulement de ceux qui concentrent le pouvoir ou les ressources.

Monsieur le Président,

[Santé]

Le Vanuatu, comme bon nombre de ses voisins du Pacifique, reste confronté à des menaces sanitaires et de développement aiguës et existentielles, notamment le fardeau des maladies non transmissibles et de la malnutrition, ainsi que les menaces de futures pandémies. Le COVID-19 et les cyclones tropicaux violents ont révélé au Vanuatu la fragilité de son infrastructure sanitaire et la nécessité d'investir dans un système de santé capable de mieux répondre aux besoins de sa population et aux futures pandémies, et qui sera résilient au changement climatique et aux catastrophes naturelles qui en découlent.

Nous demandons instamment à l'Organisation mondiale de la santé et aux PEID partenaires de collaborer pour améliorer l'accès à un financement durable, afin de soutenir nos efforts de prévention et de contrôle des maladies non transmissibles, ainsi que notre démarche pour établir un système de santé adapté.

Monsieur le Président

[Décolonisation et droits de l'homme]

Faire avancer l'agenda de ne laisser personne de côté dans le cadre des territoires non autonomes implique que nous devons travailler de manière constructive à l'achèvement du processus de décolonisation.

Récemment, les premiers peuples de Nouvelle-Calédonie ont exprimé leur insatisfaction quant à la conduite du troisième référendum sur l'indépendance politique vis-à-vis de la France. Cela a conduit à des émeutes, causant plusieurs décès et perturbant l'activité économique. Il est essentiel de reconnaître et de respecter les droits des premiers peuples sur leurs terres, leurs océans et leur culture. J'ai encouragé les premiers peuples de Nouvelle-Calédonie à collaborer avec la France pour discuter de leur avenir politique.

En attendant, la Nouvelle-Calédonie doit demeurer sur la liste des territoires à décoloniser.

Dans le même ordre d'idées, nous appelons à ce que les droits des premiers peuples de Papouasie occidentale sur leurs terres coutumières et leur culture soient respectés, et je plaide pour qu'ils collaborent avec le gouvernement indonésien afin de relever leurs défis et obtenir une plus grande autonomie pour une participation accrue aux processus décisionnels.

Monsieur le Président,

[Réforme du CSNU et désarmement nucléaire].

Pour parvenir à un développement durable, nous avons besoin de la paix.

Aujourd'hui, certaines régions du monde ne sont pas en mesure de bénéficier d'un développement durable en raison de l'incapacité des Nations unies à maintenir la paix et la sécurité internationales.

Nous appelons à une réforme urgente du Conseil de sécurité des Nations unies afin qu'il soit adapté à son objectif et capable de relever les défis de notre temps.

Nous sommes profondément préoccupés par la plus grande menace pour la paix et la sécurité internationales que représente la persistance des armes nucléaires.

Compte tenu de l'aggravation actuelle des tensions géopolitiques mondiales, nous appelons à un effort renouvelé et renforcé pour sortir de l'impasse actuelle en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects. Nous appelons également au respect de la Charte des Nations unies.

Monsieur le Président,

[Conclusion].

Dans le monde fracturé et polarisé d'aujourd'hui, nous devons accélérer nos efforts pour travailler ensemble et rétablir la confiance dans le système multilatéral, au centre duquel se trouvent les Nations unies.

Le Sommet de l'avenir nous offre de l'espoir et nous devons maintenant passer de la rhétorique à des actions concrètes sur le terrain.

Nous avons besoin de paix pour faire progresser le développement durable et la dignité humaine pour les générations actuelles et futures.

Il est essentiel d'agir sur le financement comme moteur du développement.

Je vous remercie !